

Qui dit vrai ?

Trois ministres du gouvernement Charest éclaboussés par des allégations

QUÉBEC | Le gouvernement Charest s'est retrouvé sur la défensive hier à l'Assemblée nationale à la suite d'allégations voulant que trois ministres aient séjourné sur le bateau du riche homme d'affaires Tony Accurso, impliqué récemment dans le scandale des compteurs d'eau à Montréal.



Michel Hébert

michel.hebert@journaldequebec.com

Sur la foi d'une « source et demie », c'est-à-dire Benoît Labonté et Radio-Canada, l'ADQ a prétendu que les trois plaisanciers sont Julie Boulet, la ministre des Transports, Norm MacMillan, le ministre délégué aux Transports et David Whissel, l'ex-ministre du Travail. « J'ai déjà nié tout ça », a laissé tomber M. Whissel, à la fois amusé et dégoûté par les questions des médias.

L'ADQ a apparemment déclenché la tempête sur la foi de renseignements « béton » et se retrouvera dans de sales draps si tout cela se révèle faux. Jean Charest a tout nié en bloc hier, et exige déjà la démission de la

députée adéquate, Sylvie Roy, qui a mené la charge. Le PQ, a-t-on appris, avait entendu les mêmes « bruits » que l'ADQ, mais avait opté pour la prudence.

L'homme par qui arrive cette nouvelle controverse est Benoît Labonté, l'ex-bras droit de Louise Harel. Il aurait évoqué le voyage de « trois ministres » lors d'une rencontre avec Jean Charest et le ministre des Finances, Raymond Bachand, à Québec, en mars.

Quand M. Charest lui a demandé de les identifier, Labonté en aurait été incapable. Trois semaines plus tard, soit en avril, Labonté aurait téléphoné pour donner les noms de Julie Boulet, de David Whissel et de Norm MacMillan. Interrogés sur le champ, les trois ont nié.

Mme Boulet était en mission officielle à Vancouver hier, mais son ministre délégué, Norm Macmillan, n'a pas hésité une seconde à parler : « La dernière fois que je suis allé sur un bateau, il y avait une truite de deux livres au bout de ma ligne, et c'était pas sur le bateau d'Accurso », a-t-il dit à sa sortie de l'Assemblée nationale.

Quand Sylvie Roy a posé ses questions, M. MacMillan a lancé avec humour que s'il avait fait le voyage avec Tony Tomassi, « le bateau aurait coulé ».

La bombe, puisque c'en est une, lancée par la députée de Lotbinière, avait laissé tout le monde pantois et, avant que ne fusent les protestations, on aurait pu entendre une mouche voler. Mme Roy a prétendu, dans une formulation interrogative, que trois membres du gouvernement étaient allés sur le bateau de Tony Accurso, comme l'avait fait le président de la FTQ, Michel Arsenault.

Le témoignage de Labonté aux journalistes de l'émission *Enquête* de la SRC serait la principale source d'inspiration de l'ADQ. « Je n'ai confirmé de noms à personne », a prudemment précisé l'attachée de presse de Mme Roy, Marianne Drouin, hier.

« Est-ce que le premier ministre sait que trois ministres sont allés sur le bateau de Tony Accurso? », a tout de même demandé la chef parlementaire de l'ADQ à Jean Charest.

Furieux, le premier ministre a bondi pour exiger qu'elle donne les noms sur-le-champ. Ce que Mme Roy a refusé de faire. « Qu'elle donne des noms ou qu'elle démissionne », a protesté le ministre Claude Béchard, à sa sortie de la Chambre. Le gouvernement espère que Gilles Taillon la démettra de ses fonctions. Le seul candidat vraiment intéressé par le poste est Eric Caire.



Chacun son rôle

Diplômé de l'Université de Sherbrooke en administration des affaires et entrepreneur à Granby, je veux vous faire part de mes commentaires sur la proposition du candidat à la mairie Bernard Sévigny de transformer le centre Expo-Sherbrooke en une place de jeu déliée aux familles.

Je suis copropriétaire d'une entreprise qui s'appelle Grimpe et Partou. J'ai bâti ce centre d'amusement où les familles sont accueillies pour s'amuser dans des modules de jeu plus grands que ceux habituellement retrouvés dans les restaurants de vente de «hamburgers».

J'estime que ce n'est pas le rôle d'une ville ou d'un CPE subventionné d'opérer un tel commerce qui nécessite des investissements humains et financiers très importants. J'ai d'ailleurs visité une quinzaine de centre d'amusement familial au Québec et je vous assure que ce sont tous des centres exploités par l'entreprise privée.

Nous avons eu la chance de compter sur l'appui moral des élus de Granby, et sur l'appui financier des organismes de développement économique de la région. Cependant, toutes les personnes que nous avons rencontrées étaient du même avis et nous ont répété que c'est à l'entreprise privée de démarrer et de gérer un tel projet. À mon avis, le rôle de la municipalité est d'encourager et d'aider ses entrepreneurs, pas de prendre leur place. (...)

Yves Deschenes
Granby

